



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/208
S/1994/766
1er juillet 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Quarante-neuvième session
Point 37 b) de la liste préliminaire*
RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE
L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS
EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,
Y COMPRIS L'ASSISTANCE HUMANITAIRE
SPÉCIALE : ASSISTANCE ÉCONOMIQUE
SPÉCIALE À CERTAINS PAYS OU RÉGIONS

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Quarante-neuvième année

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité le rapport intérimaire de la mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan, en application du paragraphe 4 a) de la résolution 48/208 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1993, intitulée "Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre".

* A/49/50/Rev.1.

ANNEXE

Rapport intérimaire de la mission spéciale en Afghanistan

I. INTRODUCTION

1. La communauté internationale observe la poursuite du conflit en Afghanistan et les effets néfastes qu'il a avec une inquiétude croissante. Le 21 décembre 1993, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 48/208, intitulée "Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre". Au paragraphe 4 a) de cette résolution, elle priait le Secrétaire général "d'envoyer dès que possible en Afghanistan une mission spéciale des Nations Unies qui consultera un groupe largement représentatif de responsables afghans sur la façon dont l'Organisation des Nations Unies pourrait le mieux, à leur avis, aider l'Afghanistan à favoriser la réconciliation nationale et le redressement, et qui présentera ses constatations, conclusions et recommandations au Secrétaire général pour qu'il prenne des mesures appropriées".

2. Le 1er janvier 1994, les combats se sont intensifiés à Kaboul et en divers autres points de l'Afghanistan. Cette détérioration de la situation dans le pays a suscité de nouvelles inquiétudes, notamment parce qu'il y avait un nombre important de victimes civiles et de personnes déplacées et parce que les dirigeants afghans ne parvenaient pas à résoudre leurs différends pacifiquement. À cet égard, le Secrétaire général a publié deux déclarations, les 4 et 12 janvier 1994 respectivement, pour demander, entre autres choses, la cessation immédiate des hostilités. Dans sa seconde déclaration, faite à l'issue de consultations avec l'Arabie saoudite, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Pakistan et la République islamique d'Iran, il appuyait l'envoi de la mission spéciale dès que les conditions le permettraient. Le 24 janvier 1994, dans la première déclaration du Président concernant l'Afghanistan depuis le 12 août 1992 (S/PRST/1994/4), le Conseil de sécurité a, notamment, renouvelé l'appel lancé par le Secrétaire général pour qu'il soit immédiatement mis fin aux hostilités cessent immédiatement et il a accueilli avec satisfaction l'intention qu'avait exprimée ce dernier d'envoyer la mission sur place dès que possible.

3. Le 14 février 1994, le Secrétaire général a chargé l'Ambassadeur Mahmoud Mestiri de diriger la mission spéciale en Afghanistan. Peu après, l'Ambassadeur Mestiri s'est rendu à New York où il a rencontré divers responsables du Gouvernement afghan, y compris deux ministres adjoints des affaires étrangères et le Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il s'est également entretenu avec des représentants de l'Arabie saoudite, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, du Pakistan et de la République islamique d'Iran ainsi qu'avec ceux d'autres pays. Il s'est rendu à Washington où il a rencontré le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, le Secrétaire d'État adjoint pour l'Asie du Sud ainsi que d'autres responsables du Département d'État des États-Unis qui s'occupent de l'Afghanistan.

4. Le 14 mars 1994, le Secrétaire général a rendu publique son intention d'envoyer la mission en Afghanistan dès que possible. Le 23 mars, le Conseil de sécurité a publié une deuxième déclaration du Président concernant la situation en Afghanistan (S/PRST/1994/12) dans laquelle, notamment, il appuyait cette mission et demandait instamment à tous les Afghans de l'aider à mener à bien son mandat et à favoriser ainsi la cessation des hostilités, la reprise de l'aide humanitaire et le retour à la paix en Afghanistan.

5. L'envoi de la mission spéciale a bénéficié d'un large appui au sein de l'Assemblée générale. En adoptant à l'unanimité la résolution 48/208, celle-ci a clairement montré que la communauté internationale souhaitait se montrer plus active pour mettre un terme au conflit afghan. En outre, les déclarations du Secrétaire général et du Conseil de sécurité ont beaucoup aidé la mission.

6. Sous la direction de M. Mestiri, la mission spéciale a commencé ses travaux en Afghanistan le 27 mars 1994. Outre M. Mestiri, la mission était composée de M. Mousouris, Représentant personnel du Secrétaire général pour l'Afghanistan, qui était aussi l'adjoint de M. Mestiri, de M. Francis Okelo, Administrateur hors classe, spécialiste des questions politiques (Bureau du Secrétaire général en Afghanistan) (OSGAP), de M. Charles Santos, spécialiste des affaires politiques pour l'Afghanistan (Département des affaires politiques), de M. Juan de Castro, économiste (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (CNUCED), de M. John Mills, porte-parole, et du colonel Harry Quirke, Conseiller militaire (OSGAP). La composition de la mission a varié au cours de ses visites dans les pays de la région et autres pays intéressés ainsi que des réunions qu'elle a tenues avec des personnalités afghanes en Europe.

7. L'appui fonctionnel et logistique de l'OSGAP et l'aide du Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire à l'Afghanistan (UNOCHA) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et des institutions spécialisées des Nations Unies présentes en Afghanistan ont été indispensables à la mission. Tous les membres de la mission ont fait preuve d'un niveau élevé de compétence et le concours et l'aide qu'ils ont apportés ont été hautement appréciés.

8. Du 27 mars au 29 avril 1994, la mission spéciale s'est rendue à Jalalabad, Kaboul, Mazar-i-Sharif, Shebergan, Herat, Bamyan, Kandahar et Khost en Afghanistan, ainsi qu'à Peshawar et Quetta au Pakistan où elle s'est entretenue avec un certain nombre de dirigeants, de personnalités et de groupes afghans. Au cours de cette période, elle a également rencontré des responsables pakistanais. Elle s'est ensuite rendue à Téhéran, Riyad, Moscou et Ankara pour s'y entretenir avec de hauts responsables de ces pays. À Djedda, elle a rencontré des responsables de l'Organisation de la Conférence islamique (voir appendice).

9. La mission a consulté les Afghans par divers moyens – entretiens avec des dirigeants et des groupes, réunions privées, vastes rassemblements, discours en public – et elle a reçu des mémorandums, des plans de paix, des lettres et des notes. Elle a rencontré un groupe largement représentatif de dirigeants politiques, dont le Président Burhanuddin Rabbani (Jamiat-i-Islami-e-Afghanistan), le Premier Ministre Gulbuddin Hekmatyar (Hezb-i-Islami-e-Afghanistan), le Gouverneur Haji Qadir et M. Abdul Ali Mazari

(Hezb-i-Wahdat-e-Afghanistan), le général Abdul Rashid Dostum (Mouvement islamique national de l'Afghanistan), le Gouverneur Ismael Khan (Jamiat-i-Islami-e-Afghanistan), le commandant Ahmad Shah Massoud (Jamiat-i-Islami-e-Afghanistan), M. Abdul Rab Rasool Sayaf (Ittehad-i-Islami-e-Afghanistan), l'ancien Président Sibghatullah Mojaddedi (Front de libération nationale de l'Afghanistan), M. Maulawi Younis Khalis (Hezb-i-Islami-e-Afghanistan), M. Pir Syed Ahmed Gailani (Front islamique national pour l'Afghanistan), le commandant Jalalludin Haqqani, M. Sayed Mansour Naderi, chef des Ismaéliens d'Afghanistan, le Gouverneur de Kandahar, Gul Agha, le commandant Amir Lalay et le Mullah Naqib.

10. La mission s'est également informée des vues de personnalités indépendantes, de chefs militaires, religieux et tribaux, d'intellectuels, de divers membres de la Shura, d'associations de femmes et d'organisations d'étudiants et de membres des professions libérales et des milieux d'affaires. Elle a également rencontré un certain nombre d'Afghans vivant à l'étranger, y compris l'ancien Roi, Zahir Shah.

II. OBSERVATIONS

11. Partout où elle s'est rendue, la mission spéciale a été accueillie chaleureusement par la population et par les autorités. En fait, dans certains endroits, des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes saluaient son arrivée. De nombreuses manifestations spontanées en sa faveur ont également eu lieu auxquelles participaient souvent des centaines et parfois des milliers de personnes.

12. Pendant toute la durée de son voyage, la mission a été contactée par de nombreux Afghans qui lui ont fait part de leurs réflexions, sentiments, idées et vues sur la manière dont on pourrait résoudre le problème actuel. Elle a reçu des propositions écrites de la plupart de ses interlocuteurs afghans, qui étaient aussi bien des dirigeants politiques que des gens du peuple. La plupart des Afghans que la mission a rencontrés se sont montrés éloquentes et passionnés dans leur discours, formulant un grand nombre de propositions précises et détaillées pour trouver une issue au conflit. Au total, la mission a reçu plus de 300 propositions de paix, lettres et demandes. Si elle a été fortement impressionnée par la nature pratique et réaliste d'un grand nombre de ces idées et propositions de paix, c'est la convergence des vues exprimées qui l'a le plus frappée.

13. En sillonnant l'Afghanistan, la mission a constaté que si la guerre faisait encore rage dans certaines régions, la paix régnait dans au moins les deux tiers du pays. Ainsi, elle a été frappée de ne pas voir d'armes dans les rues d'Herat. On pouvait toutefois sentir les effets de la guerre dans tous le pays et l'instabilité qui s'ensuivait dans diverses régions. Les combats ont forcé des centaines de milliers de personnes, notamment à Kaboul, à quitter leurs foyers, ils en ont tué ou blessé des milliers d'autres et ils ont entravé l'effort de reconstruction et d'aide humanitaire des Nations Unies. En outre, les combats ont sapé les institutions nationales mêmes dont le pays a besoin pour arriver à la paix et se reconstruire.

14. Chaque fois que la mission s'est entretenue avec la population afghane, celle-ci a demandé la fin des combats, des effusions de sang et des destructions, ainsi que le rétablissement de la paix. Elle a également demandé aux Nations Unies d'aider à mettre fin au conflit et à rétablir la paix dans le pays. Les manifestations de reconnaissance, d'appui et d'encouragement étaient extrêmement touchantes, la population oubliant les incertitudes de sa situation actuelle pour reprendre espoir en une vie meilleure.

15. À Kaboul, il semble que les combats soient caractérisés par des tirs d'artillerie, de roquettes et de mortiers ainsi que par quelques bombardements. Ce type de combat, tout en étant généralement peu dangereux pour les combattants eux-mêmes, fait un grand nombre de victimes parmi les civils innocents. Depuis le début de la nouvelle série de combats, il n'y a guère eu d'avancée territoriale de l'une ou l'autre des parties à Kaboul.

16. On a l'impression qu'un grand nombre de soldats dans l'un et l'autre camp répugnent à risquer leur vie dans cette lutte. La plupart d'entre eux semblent être des hommes jeunes et/ou des adolescents, sans doute analphabètes dans la majorité des cas. À diverses reprises, on a dit à la mission que la plupart de ceux qui se battaient le faisaient pour des raisons d'argent, étant donné que c'était là l'un des seuls moyens de gagner sa vie aujourd'hui, notamment à Kaboul. Un grand nombre d'Afghans, y compris parmi les combattants, ont été très clairs sur un point : le conflit actuel n'était pas aux djihad, c'était une lutte pour le pouvoir.

17. Dans plusieurs localités du nord, il semble que les combats obéissent à des tactiques militaires plus classiques, l'infanterie lançant l'assaut afin de s'emparer de positions précises. Mais là non plus, la situation n'a guère évolué. Presque tous les Afghans ont dit à la mission qu'aucune solution militaire n'était possible. Les événements des deux dernières années, et plus particulièrement ceux des six derniers mois, ont clairement prouvé la futilité de l'option militaire.

18. Le conflit a eu d'importantes répercussions dans tout le pays, avivant les tensions dans de nombreuses régions où des combats ont parfois éclaté. Toutefois, la plupart des régions ont généralement réussi à ne pas se laisser entraîner dans l'affrontement actuel.

19. La situation économique actuelle du pays pâtit de l'état de l'infrastructure qui a été presque totalement détruite. La situation économique semble s'être encore détériorée ces deux dernières années et la production, en valeur réelle, a diminué en 1992/93. À Kaboul, Kandahar et Herat, et dans d'autres localités, des secteurs entiers sont anéantis. À Kaboul, notamment, les installations des industries lourdes et des grosses industries ont été mises à sac. Les routes, les ponts, les moyens de communication, les installations électriques, les réseaux d'approvisionnement en eau et d'irrigation, les écoles et les centrales électriques sont en ruine. Le système bancaire est détruit, de même que l'aviation civile. Si la plupart des destructions se sont produites pendant la guerre contre l'occupation étrangère et le régime communiste, il y a également eu des dégâts considérables depuis le transfert du pouvoir en avril 1992.

20. Selon des indications récentes, la hausse des prix s'accélère, atteignant pour certaines denrées alimentaires 200 ou même 300 % pendant le dernier exercice budgétaire. Cette tendance va sans doute se poursuivre car rien n'a été fait pour établir des contrôles financiers et opérer un resserrement monétaire. Les effets directs de la guerre ont entraîné une chute sensible de la production agricole, le sud et le sud-est du pays étant les plus touchés. Avant la guerre, les terres irriguées produisaient 77 % du blé et 85 % de l'ensemble de la production agricole (cultures vivrières et autres). On estime que 27 à 36 % des réseaux d'irrigation ont été détruits ou endommagés, et ce pourcentage ne tient pas compte des effets indirects du conflit (réseaux non entretenus ou laissés à l'abandon).

21. La pénurie dans le domaine de l'énergie affecte la plupart des habitants des zones urbaines ou semi-urbaines. Il n'y a à présent ni électricité ni carburants, ce qui fait obstacle à la fourniture de presque tous les services essentiels : administration publique, soins de santé, irrigation, télécommunications, aviation civile, transports routiers et production industrielle. L'infrastructure nécessaire à l'importation, au transport, à la distribution et au stockage des produits pétroliers a totalement disparu. La plus grande partie des pétroliers de l'État ont été endommagés ou capturés par des groupes militaires et les oléoducs en provenance de l'ex-URSS ne fonctionnent plus. D'une manière générale, les produits pétroliers sont maintenant importés par petites quantités par des particuliers et des entreprises privées. Ces activités sont toutefois soumises aux aléas de la sécurité et ne sont pas assez organisées à l'heure actuelle pour satisfaire les besoins du pays.

22. Du fait de la destruction de l'infrastructure, seules quelques installations locales fonctionnent dans certaines régions et il n'a pas été possible de remettre en place une économie nationale et interrégionale. De plus, le conflit actuel empêche les institutions économiques nationales de faire leur travail efficacement.

23. Les principaux points d'accord dégagés par la mission spéciale sont les suivants :

a) Tous les Afghans que la mission a rencontrés ont unanimement exprimé une profonde aspiration à la paix, condamné les combats en cours et exigé qu'il y soit mis fin immédiatement. Ils ont dit que ces combats provoquaient d'indicibles tueries, destructions, blessures, bouleversements et souffrances humaines et, sans un arrêt des hostilités, ils ne pensaient pas qu'un processus politique puisse s'engager;

b) Ils se sont déclarés très fiers de la victoire sur l'occupation étrangère et le régime communiste. Ils ont aussi exprimé leur admiration pour les sacrifices des moudjahidin. Ils se sont toutefois dits très déçus que certains de leurs dirigeants participent aux combats;

c) Tous ont exigé que le Gouvernement afghan représente la volonté du peuple afghan et que toutes les couches de la société afghane soient autorisées à participer à un processus politique équitable et englobant tous les citoyens.

Ils se sont aussi montrés sceptiques quant à l'utilité des arrangements politiques en vigueur à cette fin;

d) Toutes les personnes avec lesquelles la mission spéciale s'est entretenue, notamment tous les dirigeants politiques, ont souligné avec force que l'ingérence étrangère nourrissait et prolongeait les hostilités en Afghanistan et qu'il fallait que cela cesse pour que le processus de réconciliation s'engage. De nombreux Afghans, notamment la plupart des dirigeants, ont demandé que l'ONU aide à empêcher toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Afghanistan;

e) Bien que la société afghane soit diverse, caractérisée par la multiplicité des ethnies, tribus et croyances, ses membres, dans leur majorité, se considèrent d'abord et avant tout comme des Afghans et des musulmans. Tous les Afghans voulaient garantir l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Afghanistan;

f) L'idée d'une période de transition au cours de laquelle une autorité provisoire largement représentative rétablirait l'ordre et la sécurité, récupérerait les armes et procéderait aux préparatifs d'une sorte d'assemblée ou d'élections reflétant pleinement la volonté du peuple afghan a été généralement appuyée;

g) La plupart des Afghans ont exprimé leur profonde conviction que la communauté internationale et l'ONU avaient délaissé l'Afghanistan ces deux dernières années. Ils ont souvent souligné que c'était probablement la dernière chance qui s'offrait d'instaurer la paix dans leur pays. Ils se sont déclarés satisfaits de l'approche actuelle de l'ONU, qui constituait selon eux la meilleure chance d'instaurer la paix dans leur pays. Dans leurs entretiens avec la mission, les Afghans ont souvent exhorté l'Organisation à ne pas les abandonner ni les décevoir et à participer à tous les stades du processus politique. Sur ce point, de nombreux Afghans ont invité l'Organisation à rétablir et maintenir sa présence physique dans tout le pays, et en particulier à Kaboul;

h) La plupart des Afghans étaient opposés à une présence militaire armée non afghane, y compris de troupes de maintien de la paix des Nations Unies. Ils ont dit qu'ils n'accepteraient aucune présence étrangère armée dans leur pays. Toutefois, presque tous appuyaient sous une forme ou une autre le principe d'une surveillance de l'ONU, qui pourrait superviser un cessez-le-feu et regrouper les armes lourdes ainsi qu'observer les élections;

i) La plupart des Afghans ont demandé que les armes soient collectées et que le pays soit démilitarisé, beaucoup disant qu'il fallait commencer par Kaboul. Certains groupes ont proposé de mettre en place une sorte de programme de rachat ou d'indemnisation en échange de la remise des armes. Beaucoup ont suggéré que l'ONU contribue à l'observation d'un processus de désarmement;

j) On s'est généralement accordé à dire qu'une action internationale d'envergure visant à aider à la reconstruction du pays en mettant particulièrement l'accent sur les infrastructures matérielles était absolument essentielle. Une assistance était aussi nécessaire pour rétablir les services

médicaux et scolaires et remettre sur pied les institutions publiques, ainsi que pour lutter contre le trafic des stupéfiants. Pour les Afghans, l'absence de débouchés économiques était l'une des causes de la guerre. Beaucoup se sont dits déçus que la communauté internationale ne leur ait pas fourni une aide plus importante. Tous les Afghans, y compris les dirigeants, souhaitaient que les efforts de relèvement commencent le plus tôt possible. Ils considéraient la reconstruction comme faisant partie intégrante de l'instauration d'un processus de paix durable;

k) Il semble s'être dégagé un accord général sur le fait qu'il fallait créer une sorte de force de sécurité – à Kaboul pour commencer – qui serait appelée à devenir le noyau d'une armée nationale;

l) Les Afghans ont estimé qu'un objectif important du processus de paix devrait être de formuler et d'adopter une nouvelle constitution qui consacrerait le sentiment de la nation et son identité;

m) De nombreux Afghans se sont déclarés persuadés que non seulement l'ONU, mais aussi l'Organisation de la Conférence islamique pourrait jouer un rôle dans le processus de paix, notamment dans le type de surveillance décrit plus haut;

n) On s'est généralement accordé à dire que les réfugiés devraient être rapatriés avec l'aide de la communauté internationale, et que leur participation au processus de paix devrait être facilitée avant même leur retour;

o) On a aussi estimé que l'ONU devrait jouer un rôle dans la surveillance du respect des droits de l'homme jusqu'à ce que la sécurité et la confiance soient établies.

24. Les nombreuses propositions reçues, notamment celles des dirigeants politiques, étaient souvent très détaillées s'agissant des mécanismes de l'établissement d'un processus politique acceptable. C'est souvent à propos de ces mécanismes très complexes que des divergences de vues ont pu être notées. Cependant, la mission spéciale a constaté que de nombreux Afghans se montraient souples dans leurs propositions et disposés à les modifier ou à les transformer pour les rendre plus acceptables.

25. On a constaté quelques divergences fondamentales tenant essentiellement à la nature et au type du processus politique, par exemple au point de savoir s'il fallait qu'il y ait une Shura (un organisme consultatif ou conseil), une Loya Jirgha (grand conseil coutumier ou assemblée traditionnelle), des élections, ou encore une combinaison de ces diverses institutions. Bien que presque tous les Afghans aient déclaré souhaiter une sorte de période de transition au cours de laquelle un mécanisme fonctionnel de conduite des affaires publiques serait rétabli, les opinions divergeaient, en particulier parmi les dirigeants, sur le type, le nombre et l'ordre de succession des mesures nécessaires pour y parvenir. Si certains s'y opposaient, la Loya Jirgha a souvent été mentionnée comme étant une instance permettant de créer un gouvernement représentatif. Des vues divergentes ont néanmoins été exprimées tant à propos du moment auquel elle devrait être convoquée et de la façon dont elle devrait l'être que sur sa composition et sa fonction.

26. Tous les pays de la région et les autres pays intéressés dans lesquels s'est rendue la mission spéciale, notamment l'Arabie saoudite, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la République islamique d'Iran et la Turquie, ont exprimé leur plein appui aux efforts déployés par l'ONU et offert toute l'assistance nécessaire. En outre, tous les pays consultés ont bien marqué leur intérêt pour un Afghanistan pacifique et stable dont l'intégrité territoriale et la souveraineté seraient préservées et dans lequel le peuple afghan serait à même de choisir son gouvernement, à l'abri de toute ingérence extérieure.

27. La mission spéciale a tenu deux réunions, l'une à Djedda et l'autre à Islamabad, avec l'Ambassadeur Bakr, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques et représentant de l'Organisation de la Conférence islamique pour l'Afghanistan. Les entretiens ont essentiellement porté sur les modalités d'une coopération entre l'ONU et l'Organisation de la Conférence islamique en vue de rétablir la paix en Afghanistan.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

28. Le fait que la plupart des Afghans semblent penser que le présent conflit est une lutte pour le pouvoir est très préoccupant. La dernière phase du conflit, qui a commencé le 1er janvier 1994, a mis en pièces les derniers vestiges de l'administration centrale qui fonctionnait en Afghanistan et qui avait été mise en place en vertu d'accords négociés à Islamabad et Jalalabad.

29. La mission a été frappée non seulement par le fait que les Afghans étaient unanimement convaincus de la réalité d'une ingérence étrangère importante et systématique, mais aussi par l'ampleur de leur ressentiment à l'égard de ceux qui, selon eux, attisent le conflit en Afghanistan. Leurs idées à cet égard devraient retenir l'attention de la communauté internationale. La mission note cependant que tous ses interlocuteurs régionaux ont exprimé leur plein appui à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de l'Afghanistan.

30. L'Afghanistan est actuellement l'un des producteurs d'opium et autres stupéfiants les plus importants du monde. Il semble que ceux qui pratiquent les cultures illicites en retirent peu d'argent et que l'essentiel des bénéfices aille ailleurs. À l'évidence, l'absence d'autorité centrale et l'instabilité qui règne dans le pays ont contribué à accroître la production et le trafic de drogues illicites.

31. Si le conflit en Afghanistan est florissant, c'est aussi en raison du chaos qui règne sur le plan économique et de l'absence d'autres options viables à cet égard. Nombre d'observateurs extérieurs ont soutenu qu'il était nécessaire de faire la paix d'abord, avant de reconstruire le pays. La mission estime pour sa part que l'aide à la reconstruction ne doit pas être considérée comme un élément distinct mais doit faire partie intégrante d'une solution politique durable. Les activités politiques et économiques sont étroitement liées et constituent des éléments moteurs interdépendants. Il importe de souligner que dans les zones où ces activités ont été encouragées, on voit apparaître un début d'activité économique durable, des dirigeants politiques responsables et une administration efficace.

32. Il ne sera peut-être pas possible d'engager en même temps les procédures de reconstruction et le processus politique, mais il est essentiel que le premier suive immédiatement le second. Tant que l'infrastructure n'est pas réparée et que les services éducatifs et de santé publique ne sont pas rétablis, les conditions indispensables à la stabilité du système financier ne seront pas réunies et l'économie afghane ne pourra pas se relever.

33. Avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le PNUD a entrepris dans le pays des activités de reconstruction réunies mais limitées qui visent essentiellement à reconstruire et remettre en état les systèmes d'irrigation, les routes, les ponts et les habitations, ainsi qu'à relancer la production de semences pour l'agriculture. Ces efforts, souvent associés à des opérations de déminage, ont favorisé la reprise de l'activité économique et le retour à la normale dans certaines régions, ce qui a incité les personnes déplacées et les réfugiés à revenir. La démarche du PNUD, qui s'emploie à coopérer avec les Shuras locales (conseils) à l'échelon du district, s'avère très utile pour arrêter et exécuter des projets de revitalisation des communautés locales. Un certain nombre d'autres organismes et programmes des Nations Unies, notamment le Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire en Afghanistan, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont exécuté toute une gamme de projets importants qui, outre leurs objectifs humanitaires, complètent les efforts de reconstruction.

34. Malgré l'existence de tensions ethniques et tribales, qui se sont accentuées depuis deux ans en raison du conflit, la conception de l'Afghanistan en tant qu'État souverain et indépendant est extrêmement répandue et a conservé toute sa force. L'unité de la nation afghane est toutefois de plus en plus menacée par le conflit en cours : non seulement celui-ci a-t-il sapé la capacité des dirigeants politiques de satisfaire les besoins fondamentaux de la population, mais il a érodé la légitimité et l'importance des institutions gouvernementales qui sont indispensables pour maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'État lui-même. Si rien n'est fait pour faire cesser la violence et pour lancer un processus politique au sein duquel tous les segments de la société afghane seront représentés, en incluant tous les groupes ethniques, tribaux et religieux, le risque de désintégration pourrait s'aggraver et les incidences d'une telle situation sur le plan régional comme sur le plan international seraient graves.

35. Il est clair pour la quasi-totalité de la population en Afghanistan et, même pour nombre de ceux qui participent aux combats, qu'aucune victoire militaire de l'une ou l'autre partie n'est possible. La poursuite de la guerre ne sert aucun objectif, si ce n'est d'empêcher la naissance d'un processus politique réellement représentatif et la reconstruction du pays. Il semble que le peuple afghan soit en train de perdre – si ce n'est déjà fait – toute confiance dans l'aptitude d'un grand nombre de ses dirigeants à résoudre leurs différends de façon pacifique. Il n'a pas encore perdu la foi dans son pays, cependant.

36. À l'échelon national, il est indispensable d'établir une autorité transitoire acceptable, qui soit en mesure de superviser un cessez-le-feu, d'instituer un processus de désarmement, d'assurer la sécurité dans l'ensemble du pays, en particulier à Kaboul, et de préparer des élections, sous une forme ou une autre, d'ici un ou deux ans. Avant de pouvoir établir une telle autorité, il faut que les hostilités cessent dans tout le pays. Quel que soit le processus politique envisagé, le succès ne sera possible qu'avec la participation de tous les segments et de tous les groupes de la société afghane. Les Afghans veulent la paix. Nombre des dirigeants avec lesquels la mission a eu des entretiens sont prêts, avec l'assistance de l'Organisation des Nations Unies, à contribuer à l'établissement d'un processus de paix.

37. Les Afghans ont affirmé qu'ils tenaient absolument à ce que l'Organisation des Nations Unies ne les abandonne pas, implorant l'Organisation et la communauté internationale de ne pas les décevoir. À l'heure actuelle, aucun pays, dans la région ou ailleurs, ne jouit du soutien et du respect dont bénéficie encore l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan. Les Afghans ont pu constater combien le manque d'intérêt de la part de la communauté internationale avait contribué à l'instabilité en donnant l'impression que nul n'attachait aucune importance à ce que règne la paix ou la guerre en Afghanistan.

38. De toute évidence, il est temps que l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale s'emploient plus activement à aider les Afghans à instaurer la paix dans leur pays. La communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies doivent rester déterminées à oeuvrer pour la paix. Tout effort général pour favoriser la paix doit, pour réussir, établir une corrélation entre l'assistance internationale à la reconstruction et un dialogue politique national concernant des arrangements transitoires acceptables. Il faudrait en même temps poursuivre des efforts concertés pour encourager le dégagement régional.

39. La possibilité existe de sortir de l'impasse sur les plans politique et militaire par des interventions diplomatiques concrètes – et non par l'envoi d'importantes forces de maintien de la paix ou tout autre effort international de grande envergure – afin que l'Afghanistan renonce à la guerre et emprunte le chemin de la paix. Comme dans tout effort de ce genre, il importe de s'appuyer non seulement sur le désir qu'ont tous les Afghans de voir cesser la guerre, mais aussi sur leur créativité et leur foi dans leur nation, pour faire avancer le processus de paix. Les Afghans considéreraient l'Organisation des Nations Unies comme leur dernière et leur seule chance. Il ne faut pas s'imaginer que la tâche sera facile. Elle exigera de la patience, de la détermination et des démarches créatives sur le plan politique mais il est possible de créer une dynamique de la paix.

40. La première phase d'une reprise des efforts des Nations Unies engloberait les éléments suivants :

a) Tous les Afghans ayant insisté sur le fait que l'Organisation des Nations Unies devrait être présente en Afghanistan, l'Organisation devrait rétablir sa présence politique à Kaboul de façon concrète. Si cela n'est pas possible, Jalalabad pourrait servir de site provisoire, le représentant

politique faisant de nombreux voyages à Kaboul et dans d'autres villes. D'autres institutions spécialisées et programmes des Nations Unies pourraient aussi envisager de rétablir, tout au moins en partie, leurs effectifs en Afghanistan, en particulier le PNUD, pour que les aspects politiques et l'aide à la reconstruction soient plus étroitement coordonnés sur le terrain en Afghanistan. Les gouvernements devraient aussi être encouragés à rétablir leur présence en Afghanistan;

b) Vu la nécessité de focaliser davantage les activités et l'attention internationales sur la situation en Afghanistan, il est recommandé de créer un groupe de travail de pays intéressés par la paix, le retour à la normale et la reconstruction en Afghanistan, qui coopérerait étroitement avec les Nations Unies et préparerait une conférence internationale sur l'Afghanistan;

c) Il est recommandé que l'Organisation des Nations Unies engage des consultations sérieuses et approfondies avec les divers dirigeants afghans concernant l'établissement d'une autorité transitoire crédible et d'un cessez-le-feu complet et total;

d) Un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays et l'établissement d'une autorité transitoire sont essentiels si l'on veut que soient réunies les conditions nécessaires à des élections libres et honnêtes. De telles élections constitueraient le meilleur moyen d'assurer la participation de tous les segments de la société afghane pour déterminer l'avenir du pays. En outre, il serait peut-être utile d'étudier la possibilité d'avoir recours à des structures décisionnelles autochtones, telles qu'une grande assemblée ou un grand conseil, pour faciliter l'instauration des conditions nécessaires à la tenue d'élections.

APPENDICE

Itinéraire de la mission spéciale

1. À Islamabad, la mission spéciale a entamé des entretiens en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu devant lui permettre de se rendre à Kaboul et d'y rencontrer des représentants des parties engagées dans les hostilités, ainsi que des représentants d'autres secteurs de la société afghane. Pendant que des dispositions étaient prises en vue d'un cessez-le-feu à Kaboul, la mission s'est rendue le 30 mars 1994 à Jalalabad, où elle a rencontré et entendu les personnes déplacées qui avaient fui Kaboul depuis le début de janvier. Elle a également rencontré le Gouverneur de Jalalabad, M. Haji Qadir, les membres des Shuras de Nangarhar, Laghman et Kunar et environ 200 responsables et intellectuels des tribus.

2. Du 2 au 6 avril 1994, la mission a eu des entretiens avec S. E. M. Burhanuddin Rabbani, Président de l'État islamique d'Afghanistan; S. E. M. Gulbuddin Hekmatyar, Premier Ministre; M. Abdul Ali Mazari, chef du Hezb-i-Wahdat; M. Abdul Rab Rasool Sayaf, chef de l'Ittehad-i-Islami; M. Abdul Karim Khalili, Ministre des finances, et M. Murtavazi, Ministre du commerce; le commandant Ahmad Shah Massoud; des représentants du Conseil suprême de coordination, dont M. H. Mojaddedi du Front de libération nationale de l'Afghanistan, le général Fauzi du Jumbish-i-Milli, un représentant du Hezb-i-Wahdat, et M. Humayun Jarir du Hezb-i-Islami. En outre, la mission a rencontré le commandant Jalalludin Haqqani; M. Mohammad Ali Jawed, chef adjoint du Harakat-i-Islami et Ministre de la planification; M. Najibullah Lafraie, Ministre d'État aux affaires étrangères; M. Arsalan Rahmany, Vice-Premier Ministre, accompagné du Vice-Président du Harakat (Mohammadi); le Gouverneur et un membre de la Shura de Logar à Mohammad Agha, où a été organisée une réunion en plein air. La mission a également eu des entretiens avec les membres du Conseil des 14 provinces, dirigé par le général Zaher Azimi (Harakat), des représentants de la Fondation Emam Ghazzali, le maire de Kaboul, M. Fazl Karim Aimagh, et des représentants de district réunis à la mairie. Elle a rencontré le Conseil de coordination des personnes déplacées, d'autres représentants des personnes déplacées, l'Association des avocats, l'Association des Serviteurs de la paix, un groupe de professeurs de l'Université de Kaboul, l'Association des femmes afghanes et d'autres organisations sociales. Dans plusieurs quartiers de la ville et dans les environs, la mission a reçu des représentants de rassemblements nombreux, organisés ou spontanés, qui lui ont remis des pétitions et des notes.

3. Les 16 et 17 avril, la mission spéciale s'est rendue à Mazar-i-Sharif, où elle a été saluée par des milliers de gens. Elle a rencontré le général Abdul Rashid Dostum, Président du Mouvement national islamique d'Afghanistan, et d'autres membres de ce mouvement. Elle a également rencontré des intellectuels, des membres des professions libérales, des représentants d'une association de médecins et des groupes de femmes, des notables de Mazar-i-Sharif, des représentants des provinces septentrionales et des personnes déplacées. Elle s'est entretenue avec des responsables politiques, notamment M. Sayed Mansour Naderi, chef des ismailiens d'Afghanistan, et M. Tawana Taleghani, et a visité le camp de personnes déplacées originaires de Kaboul. Elle s'est ensuite rendue par la route à Shibergan, où elle a assisté à un rassemblement en plein air de

/...

plusieurs dizaines de milliers de personnes qui lui ont manifesté leur appui avec enthousiasme. À cette occasion, plusieurs propositions lui ont été remises. La mission a eu ensuite des entretiens privés avec le général Dostum.

4. Les 18 et 19 avril, la mission s'est rendue à Herat, où elle a eu plusieurs entretiens avec le Gouverneur Ismael Khan. Elle a également rencontré les gouverneurs, commandants militaires et autres représentants de 14 provinces afghanes, qui ont présenté leur plan de paix. En outre, la mission s'est entretenue avec M. Jalil Shams, Vice-Ministre des affaires étrangères, des personnalités, des groupes de femmes et des dirigeants d'entreprise. Elle a également assisté à la parade marquant le deuxième anniversaire de la libération de Herat.

5. Le 20 avril, la mission est arrivée à Bamyan où l'attendait une foule nombreuse. Elle a assisté à un rassemblement au cours duquel des responsables ont présenté leurs vues à propos du conflit. Elle s'est également entretenue avec le chef et des membres de la Shura de Bamyan, des représentants des familles déplacées, des groupes de femmes et des délégations hazara de Bamyan, Uruzgan et Ghazni. Elle a également rencontré des notables des tribus, des représentants du Hezb-i-Wahdat et une délégation de la province de Parwan.

6. Le 23 avril d'abord, puis le 25 avril, la mission a rencontré à Quetta un consul d'Afghanistan, M. Haji Abdul Khaliq, le Vice-Ministre des affaires étrangères, M. Abdul Hamed Karzai, et de nombreux commandants de Kandahar. Elle s'est également entretenue avec des délégations des provinces de Helmand, Zabul et Kandahar. De surcroît, elle a rencontré des chefs et notables tribaux, qui représentaient les Popalzai, Noorzai, Barekzai, Alekozai, Ishaqzai, Aleezai, Achekzai, Tokhi et Mohammadzai, ainsi que des représentants d'Arghistan, Marouf et Spin Boldak. En outre, la mission s'est entretenue avec des responsables religieux, environ 300 personnes venues de Quetta et des provinces du sud-est, deux groupes d'étudiants, des groupes de femmes et des intellectuels.

7. Le 24 avril, la mission s'est rendue à Kandahar, où des milliers de personnes l'ont saluée à l'aéroport et à l'extérieur de la résidence du Gouverneur. En compagnie du Gouverneur de la province de Kandahar, Gul Agha, la mission a rencontré deux commandants influents, M. Amir Lalay et le Mullah Naqib, ainsi que d'autres notables et commandants de la province de Kandahar et des provinces avoisinantes. Elle n'a pu rencontrer un autre commandant, M. Sarkateb Atta Mohammed.

8. La mission a tenu deux séries de réunions à Peshawar, du 9 au 11 avril, puis le 26 avril. Lors de sa première visite, elle a rencontré l'ancien Président afghan, M. Sibghatullah Mojaddedi, chef du Front de libération nationale de l'Afghanistan, M. Maulawi Younis Khalis, chef du Hezb-i-Islami-e-Afghanistan, et M. Pir Syed Ahmed Gailani, chef du Front islamique national de l'Afghanistan. Elle a rencontré également M. Maulawi Tarakheel; le Vice-Premier Ministre, M. Qutbuddin Hilal; le commandant Abdul Haq; le Ministre des rapatriés, M. Farouq Azam; M. Taleb et des représentants du Hezb-i-Wahdat. Elle a par ailleurs tenu une réunion avec des délégations des provinces de Kunar et de Paktia et avec des chefs tribaux de Shinwari. Elle a en outre rencontré un groupe d'organisations afghanes, dont le parti afghan Mellat, le Mouvement de l'unité nationale, l'Afghanistan All Mujahids Great United National Islamic Big

Jabhah, l'Organisation pour la paix et le désarmement et la Ligue afghane des droits de l'homme. De plus, elle s'est entretenue avec l'adjoint du commandant Haqqani et des représentants du Hezb-i-Wahdat. Des rencontres ont également eu lieu avec des chefs tribaux, des représentants d'associations de femmes afghanes, un groupe de personnalités afghanes et le Conseil pour l'entente et l'unité nationale en Afghanistan. Le 26 avril, la mission s'est entretenue avec des représentants de la tribu Ahmadzai. La mission n'a pu rencontrer le chef du Harakat-i-Inqilab-i-Islami, M. Mohammad Nabi Mohammadi, ainsi que le chef du Harakat-i-Islami, M. Mohammad Asef Mohseni, qui n'étaient pas à Peshawar.

9. Le 28 avril, la mission spéciale s'est rendue à Khost et y a rencontré le Gouverneur et les membres de l'Assemblée provinciale, ainsi que de nombreux autres responsables, qui lui ont exposé leurs vues lors d'une rencontre en plein air qui rassemblait des centaines de personnes.

10. À Islamabad, la mission a rencontré l'Ambassadeur Roshan et le Ministre des affaires étrangères, M. Arsala. Elle a également rencontré un autre ambassadeur, M. Bakr, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques et Représentant en Afghanistan de l'Organisation de la Conférence islamique, et plusieurs ambassadeurs accrédités auprès du Gouvernement pakistanais.

11. À Rome, la mission a rencontré l'ex-Roi d'Afghanistan, Zahir Shah. À Genève, elle a rencontré plusieurs anciens dirigeants, dont M. Samad Hamed, ancien Vice-Premier Ministre afghan. À Bonn, elle s'est entretenue avec un groupe présidé par M. Mohammad Yussef, ancien Premier Ministre de l'Afghanistan, qui était composé d'une quarantaine de personnalités et d'anciens responsables afghans résidant actuellement en Europe et aux États-Unis d'Amérique.

12. La mission spéciale a également rencontré des représentants de pays de la région et d'autres pays qui suivent avec un intérêt particulier la situation en Afghanistan et qui sont susceptibles de contribuer au processus de paix. Dans cette perspective, elle s'est rendue dans les capitales d'un certain nombre de pays où elle a eu des entretiens avec, entre autres, Mme Robin Raphel, Sous-Secrétaire d'État des États-Unis pour l'Asie du Sud; le Président, M. Farouk Leghari, et le Ministre des affaires étrangères du Pakistan, M. Sardar Asef Ali; le Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, le Prince Saoud al Faysal; le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Velayati, le Ministre de l'intérieur, M. Besharati, et le Vice-Ministre des affaires étrangères, M. Boroujerdi; le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Ivanov, ainsi que le Ministre des affaires étrangères de la Turquie, M. Hikmet Cetin, et le Sous-Secrétaire aux affaires étrangères, M. Ozdem Sanberk.

13. La mission a également eu des consultations à Djedda avec le Représentant de l'Afghanistan auprès de l'Organisation de la Conférence islamique. Un problème d'horaire l'a malheureusement empêchée de se rendre en Ouzbékistan. Elle espère pouvoir le faire prochainement et y rencontrer le Président Karimov.
